



**Comment lutter efficacement contre la falsification des documents administratifs à l'ère de la transformation digitale ? Un séminaire de 3 jours s'est ouvert à cet effet à Ebolowa du 27 au 29 septembre 2023 dans l'optique de sensibiliser les institutions publiques et les organismes privés à la maîtrise de la cryptographie et de la certification numérique.**

Bras séculier de l'état dans la sécurisation des données informatiques et la traque des cybercriminels, **l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication(Antic)** est descendue à **Ebolowa le 27 septembre 2023** pour des séances de formation avec les institutions publiques et les organismes privés au fin de **les capacités sur la sécurisation des documents administratifs.**

La transformation digitale amorcée depuis **décembre 2018** connaît une avancée significative dans notre pays aussi bien dans les administrations publiques que les organismes privés. **Le Chef de l'état** rappelait alors à tous les Camerounais que **cette transformation digitale n'attendra pas les retardataires** bien plus, elle facilitera les échanges en ce qui concerne nos habitudes en plus de **rapprocher notre administration des administrés.**

Toutefois, à la vue d'un certain nombre de faits avérés encore récents à l'instar de la radiation dans le corps de nos forces de défense de **1000** élèves soldats pour usage de faux diplômes ajoutée à **la double identité** et la pléthore de recepisés de **Cni** en circulation, à l'émission de

faux titres et actes administratifs dont les cybercriminels sont passés maître, **l'Antic** dans son rôle régalien à développé " **Doc authentique** " un outil informatique de **cryptage** et de **certification numérique**.

L'interpellation du Directeur général de **l'Antic**, le Professeur **Ebot Ebot Enaw** présent aux travaux ciblait en effet, **les forces de sécurité** (police et gendarmerie), le **Bunec**, **Camrail**, **l'Anor**, le **Minpostel**, le **Fonds routier**, le **Minader**, le **Minfi**, **l'Armp**, le **Minepia** et bien entendu les structures privées, choix de prédilection des " **hackers** " toujours à l'affût des concours administratifs et de faux documents non authentique dont ils semblent maîtriser tous les contours.

Ces institutions étatiques qui délivrent des documents administratifs seraient alors en droit de se protéger contre les arnaqueurs et de sécuriser qui **des attestations de conformité** ou les **tickets de voyage**, d'autres **le fichier national de l'état civil** ou **les cautions et les décomptes** ainsi que **les parchemins** de fin de formation pour ne citer que ces quelques exemples.

Selon le Directeur Général **Ebot Ebot Enaw** : *<< **Doc authentique développé par l'Antic utilise la cryptographie pour crypter et certifier les documents administratifs. Il garantit ainsi 03 services qui sont : la confidentialité, l'intégrité des données et la non répudiation des signataires >>***.

Des notions rappelées aux participants lors de **la leçon inaugurale** dite par le Professeur **Roger Etoundi Atsa**, Directeur des systèmes d'information au Minesup pour qui la sécurisation de l'identité Camerounaise (**Cni**), la sécurisation des finances publiques (**lutte contre les détournements**) et même la sécurisation du secteur de l'éducation à travers la prolifération des faux diplômes étaient tributaire de la maîtrise de l'outil novateur de **l'Antic " Doc authentique "**.  
Signe que les auteurs de contrefaçon des documents et actes administratifs n'avaient qu'à bien se tenir car leurs jours étaient comptés.